

BE-A0521_714558_714892_FRE

Inventaire des archives de la commune de
Saint-Pierre. Dépôt 2013, 1801-1976 (1980)



Het Rijksarchief in België
Archives de l'État en Belgique
Das Staatsarchiv in Belgien
State Archives in Belgium

This finding aid is written in French.

DESCRIPTION DU FONDS D'ARCHIVES:.....	7
Consultation et utilisation.....	8
Conditions d'accès.....	8
Conditions de reproduction.....	8
Histoire du producteur et des archives.....	9
Producteur d'archives.....	9
Nom.....	9
Historique.....	9
Compétences et activités.....	11
Organisation.....	12
Archives.....	12
Historique.....	12
Acquisition.....	13
Contenu et structure.....	14
Contenu.....	14
Finances et fiscalité.....	14
Patrimoine.....	14
État civil.....	15
Population.....	15
Élections.....	16
Affaires militaires.....	16
Travaux publics.....	16
Enseignement.....	16
Bienfaisance ou assistance publique.....	17
Culte.....	17
Langues et écriture des documents.....	17
Sélection et éliminations.....	18
Accroissements / compléments.....	18
Mode de classement.....	18
DESCRIPTION DES SÉRIES ET DES ÉLÉMENTS.....	21
I. Généralités.....	21
A. Conseil communal et Collège des bourgmestre et échevins.....	21
B. Publication et affichage des règlements et arrêtés.....	21
C. Enquêtes publiques (" de commodo et incommodo ").....	21
D. Responsabilité, contentieux et actions en justice.....	21
II. Organisation et personnel.....	22
A. La commune en tant qu'entité administrative.....	22
1. Création, dénomination, suppression ou fusion.....	22
2. Territoire.....	22
3. Coopération intercommunale.....	22
B. Organisation et membres des organes politiques.....	22
1. Collège des bourgmestre et échevins.....	22
2. Bourgmestre.....	22
10 - 11 Dossiers relatifs aux demandes de pension introduites par les bourgmestres ou leurs ayants droit. 1971-1976.....	23
C. Archives.....	23
D. Personnel des services.....	23
1. Statut du personnel, traitements et autres règlements.....	23

2. Dossiers du personnel enseignant.....	23
14 - 30 Dossiers des enseignants. 1940-1976.....	23
3. Autres dispositions et services sociaux pour le personnel communal.....	24
III. Patrimoine.....	25
32 - 34 Dossiers concernant l'exploitation et l'entretien du patrimoine forestier. 1818-1975.....	25
47 - 48 Dossiers relatifs à la vente de parcelles à bâtir situés au lieu-dit " Aux Petits Allieux ". 1960-1961.....	26
IV. Finances et fiscalité.....	28
A. Comptabilité du secrétariat.....	28
1. Budgets et annexes.....	28
55 - 68 Budgets. 1845-1977.....	28
2. Registres de comptabilité.....	29
3. Emprunts.....	29
4. Subventions des autorités supérieures.....	29
B. Comptabilité du receveur.....	29
1. Registres de comptabilité.....	29
73 - 76 Grands-livres des recettes et des dépenses. 1971-1976.....	29
2. Comptes et pièces justificatives.....	29
79 - 91 Comptes. 1853-1976.....	30
92 - 188 Pièces justificatives aux comptes. 1858-1976.....	31
C. Impositions et taxes.....	37
194 - 195 Doubles des rôles des taxes provinciales sur les chiens, les débits de boissons alcooliques et de tabacs, les vélocipèdes, les pianos, orgues et harmoniums et les chevaux de luxe de la commune. 1898-1899.....	37
196 - 197 Doubles des rôles de la contribution foncière, de la contribution personnelle sur la valeur locative, les portes et fenêtres et le mobilier ainsi que du droit de patente. 1898-1899.....	37
D. Cadastre.....	38
201 - 202 Matrices de rôles pour la contribution foncière. [1819]-1828.....	38
205 - 215 Croquis d'arpentage des nouvelles parcelles résultant de changements de limites. 1846-1856.....	39
216 - 221 Matrices cadastrales des propriétaires et des propriétés foncières non bâties et bâties. [première moitié XIXe siècle - première moitié XXe siècle].	40
224 - 226 Tables alphabétiques des propriétaires inscrits à la matrice cadastrale. [1878]-1920.....	40
228 - 229 Tableaux indicatifs des propriétaires et des propriétés. [XIXe siècle].	41
230 - 231 États des copropriétaires des propriétés possédées par indivis dans la commune. [XIXe siècle].....	41
V. État civil.....	42
A. Généralités.....	42
B. Cimetières et funérailles.....	42
C. Autres documents.....	42
VI. Population.....	43
A. Généralités.....	43
239 - 254 Tableaux statistiques relatifs aux mouvements de la population et de l'état civil. 1874, 1960-1975.....	43
B. Registres de la population et mouvements de la population.....	44
255 - 270 Registres de la population. 1847-1980.....	44
272 - 274 Index des registres de la population. 1891-1948.....	45
275 - 290 Certificats de changement de résidence dressés dans le cadre	

d'entrées et de sorties. 1961-1976.....	45
C. Recensements et autres états de la population.....	46
VII. Élections.....	47
A. Listes électorales et listes dérivées.....	47
292 - 293 Listes des électeurs généraux, provinciaux et communaux. 1903-1905.....	47
294 - 296 Listes des électeurs aux chambres législatives, conseils provinciaux et aux conseils communaux. 1971-[1975].....	47
B. Révision des listes électorales.....	47
297 - 299 Dossiers relatifs à la révision des listes électorales. 1896-1975.....	47
C. Dossiers des élections.....	48
304 - 313 Dossiers des élections. 1899-1908.....	48
304 - 307 Communales.....	48
308 - 311 Législatives.....	48
312 - 313 Provinciales.....	48
VIII. Affaires militaires et guerres.....	50
A. Service militaire.....	50
1. Milice et volontaires.....	50
a. 1817-1923.....	50
314 - 348 Dossiers relatifs aux levées et classes de milice. 1872-1923...50	
349 - 351 Registres aux actes de publication des décisions prononçant des exemptions ou des exclusions qui ont été prises par les conseils de milice, la Commission provinciale, la Cour d'appel et le Conseil de révision. 1889-1909.....	52
352 - 354 Listes des ajournés et des dispensés. 1899-1923.....	52
355 Registres aux actes de publication des appels interjetés tendant à obtenir une exemption ou à faire prononcer l'exclusion. 1902-1909.....	53
357 - 359 Registres d'inscription des personnes appelées pour les levées de milice. 1913-1923.....	53
b. 1924-1976.....	53
360 - 399 Dossiers relatifs aux levées et classes de milice. 1924-1969...53	
B. La guerre et ses conséquences.....	56
IX. Santé publique.....	57
A. Lutte contre les maladies.....	57
B. Contrôle des établissements dangereux, insalubres et incommodes.....	57
411 - 418 Dossiers constitués dans le cadre des demandes introduites par des particuliers et des sociétés tendant à obtenir l'autorisation d'établir et d'exploiter des établissements considérés comme dangereux, insalubres ou incommodes ainsi que des établissements classés. 1949-1972.....	57
X. Travaux publics, services d'utilité publique, aménagement du territoire et urbanisme.....	59
A. Travaux aux bâtiments, monuments et installations immobilières diverses.....	59
1. Généralités.....	59
2. Bâtiments affectés à l'enseignement.....	59
3. Bâtiments affectés aux sports, divertissements, activités pour la jeunesse et tourisme.....	59
4. Bâtiments affectés au culte.....	59
B. Travaux et inspection de la voirie (y compris les ponts, etc.).....	60
432 - 433 Pièces relatives aux travaux d'entretien ordinaire de la voirie vicinale. 1940, 1950.....	60
C. Travaux concernant les concessions de voirie pour les services d'utilité publique.....	61
1. Distribution d'eau.....	61

2. Distribution de gaz.....	61
3. Distribution d'électricité.....	62
4. Éclairage public.....	62
5. Moyens de communication.....	62
D. Aménagement du territoire.....	62
450 - 494 Dossiers de demandes de permis de bâtir introduites par des particuliers. 1953-1976.....	62
E. Protection des monuments et des sites.....	65
XI. Enseignement.....	66
A. Organisation.....	66
B. Bâtiments.....	66
C. Équipement.....	66
D. Personnel.....	66
E. Finances.....	66
503 - 504 Comptes justificatifs de l'emploi des fonds affectés au service ordinaire des écoles primaires, des écoles gardiennes et des écoles d'adultes. 1885-1899.....	66
505 - 506 Budgets des besoins et des ressources du service ordinaire des écoles primaires, des écoles gardiennes et des écoles d'adultes. 1886-1899..	67
F. Obligation scolaire.....	67
G. Activités parascolaires.....	67
H. Avantages sociaux.....	67
XII. Vie économique.....	68
A. Agriculture et sylviculture.....	68
512 - 513 Rapports de la Commission locale pour l'estimation des dégâts causés aux récoltes. 1968-1969.....	68
517 - 518 Procès-verbaux de constat de dégâts agricoles. 1974, 1976.....	69
B. Industrie, artisanat et commerce.....	69
519 - 523 Dossiers relatifs à la délivrance d'attestations d'activités. 1961-1970.....	69
C. Circulation.....	69
D. Approvisionnement.....	69
525 - 526 Dossiers relatifs aux concessions de la distribution d'énergie électrique dans la commune. 1926-1946.....	69
XIII. Affaires sociales.....	70
XIV. Bureau de bienfaisance et Commission d'assistance publique.....	71
A. Bureau de Bienfaisance.....	71
1. Patrimoine.....	71
B. Commission d'assistance publique.....	71
1. Finances.....	71
530 - 533 Budgets. 1932-1975.....	71
2. Exécution des tâches.....	71
XV. Fabrique d'église de la paroisse de Saint-Pierre-aux-Liens et chapelle de Sberchamps.....	72
A. Généralités.....	72
B. Personnel.....	72
C. Patrimoine.....	72
D. Finances.....	72
542 - 554 Comptes de la Fabrique d'église de Saint-Pierre. 1853-1975.....	73
556 - 565 Budgets de la Fabrique d'église de Saint-Pierre. 1871-1975.....	74

Description du fonds d'archives:

Nom du bloc d'archives:

Commune de Saint-Pierre. Dépôt 2013

Période:

1801-1976 (1980)

Numéro du bloc d'archives:

BE-A0521.393-2

Etendue:

- Etendue inventoriée: 10.34 m
- Dernière cote d'inventaire: 573.00

Dépôt d'archives:

Archives de l'Etat à Arlon

Producteurs d'archives:

Commune de Saint-Pierre, 1795 - 1977

Consultation et utilisation

CONDITIONS D'ACCÈS

Les archives (hormis les registres de population, des étrangers et de l'état civil) de plus de 30 ans et non sensibles du point de vue de la vie privée sont librement consultables. Dans le cas d'archives de plus de 30 ans et sensibles du point de vue de la vie privée, une autorisation du Collège communal est nécessaire. Il est admis que les archives de plus de 100 ans ne sont plus sensibles du point de vue de la vie privée.

Les règles spécifiques de consultation des registres de la population et des registres des étrangers sont fixées de la manière suivante : les registres clôturés depuis plus de 120 ans sont librement consultables à des fins généalogiques ou historiques ou à d'autres fins scientifiques tandis que les registres clôturés depuis moins de 120 ans ne sont pas consultables. Seuls des extraits peuvent éventuellement être délivrés moyennant une autorisation écrite du Collège communal et dans le respect de la législation en vigueur.

CONDITIONS DE REPRODUCTION

La reproduction des documents s'opère selon les règlements et tarifs en vigueur aux Archives de l'État. Pour le cas plus particulier des registres de la population et des registres des étrangers, des reproductions peuvent être délivrées pour les seuls registres clôturés depuis plus de 120 ans.

Histoire du producteur et des archives

PRODUCTEUR D'ARCHIVES

NOM

Commune de Saint-Pierre

HISTORIQUE

La Constitution du 5 fructidor an III (22 août 1795), en vigueur lors de l'annexion à la France (1er octobre 1795), avait instauré des " municipalités de canton ". Entre 1795 et 1800, Saint-Pierre dispose d'un agent municipal et d'un adjoint, chargés de l'administration des affaires purement locales. La réunion des agents municipaux à Neufchâteau, chef-lieu du canton, constitue la municipalité de canton. En application de la loi concernant la division du territoire de la République et l'administration du 28 pluviôse an VIII (17 février 1800), Saint-Pierre devient une commune à part entière. En 1802, elle est intégrée dans le canton de justice de paix de Neufchâteau.

La commune dépend successivement du département des Forêts, du grand-duché puis de la province de Luxembourg (sauf entre les arrêtés du 12 septembre 1814 et du 17 novembre 1814, période pendant laquelle elle est brièvement rattachée au département de Meuse-et-Moselle). À partir de 1800, Saint-Pierre fait partie de l'arrondissement administratif de Neufchâteau. Au niveau judiciaire, Saint-Pierre relève tour à tour des arrondissements d'Habay-la-Neuve (1796-1800), de Neufchâteau (1800-1814), de Saint-Hubert (arrêté du gouverneur général du Bas-Rhin et du Rhin-Moyen du 12 septembre 1814), puis de Neufchâteau (arrêté du 17 novembre 1814). Saint-Pierre relève par ailleurs du canton de milice de Neufchâteau à partir de 1817 ¹.

À l'origine, la commune de Saint-Pierre compte six sections : Libramont, Presseux, Flohimont, Saint-Pierre, Sberchamps et Lamouline. En 1821, on y dénombre respectivement 205, 62, 54, 21, 103 et 142 habitants pour un total de 587 habitants ². La section de Libramont prend de plus en plus d'ampleur au sein de la commune du fait de son positionnement comme nœud ferroviaire de la province de Luxembourg. La ligne Grupont-Arlon est inaugurée en octobre 1858, celle de Libramont à Bastogne en 1869, puis enfin celle de Libramont-Bertrix en 1882. Le développement spectaculaire de cette section amène des frictions au sein de la commune.

Par requête du 1er octobre 1896, plusieurs chefs de famille de la commune de Saint-Pierre demandent l'érection, en commune distincte, de la section de Libramont. L'enquête ouverte le 3 juin 1897 par la Députation permanente

1 VRIELINCK S., De territoriale indeling van België (1795-1963). Bestuursgeografisch en statistisch repertorium van de gemeenten en de supracommunale eenheden (administratief en gerechtelijk). Met de officiële uitslagen van de volkstellingen, Louvain, 2000, 3 vol.

2 TANDEL É., Les communes luxembourgeoises, t. I : Partie générale, dans Annales de l'Institut archéologique du Luxembourg, t. XXI, Arlon, 1889, p. 155.

démontre que " le démembrement de la commune de Saint-Pierre entre dans les vœux de la grande majorité des habitants, qu'il peut être effectué sans troubler la situation financière des sections composant la commune actuelle et que le village de Libramont se trouve dans les conditions telles qu'il peut s'administrer lui-même ". Le 15 juillet 1897, le Conseil provincial émet un avis favorable quant à cette demande. Le 21 janvier 1898, un rapport émanant du ministre de la Justice mentionne que l'érection de la section de Libramont en commune distincte n'entraînera aucun inconvénient que ce soit au point de vue des services du culte, de la bienfaisance et de la police. Le 17 février 1898, le Conseil communal émet, par quatre voix et trois abstentions, un avis favorable au démembrement de la commune ³. Après son adoption par la Chambre des représentants et le Sénat, la loi portant érection de la commune de Libramont est promulguée le 30 juillet 1899. Elle attribue les quatre premières feuilles de la section A du plan cadastral à la nouvelle commune. Après la séparation, le nombre de membres du Conseil communal est réduit de neuf à sept ⁴.

Auparavant essentiellement tournée vers l'agriculture, la population tend, au cours de la deuxième moitié du XXe siècle, à se tourner vers Libramont et ses emplois ⁵.

On compte 482 habitants en 1801 et 658 en 1846 (avec Libramont), 597 en 1910, 482 en 1961 et 534 en 1976 à la veille de la fusion des communes ⁶.

Au 31 décembre 1973, la commune qui s'étend sur un peu plus de 1.691 hectares compte 474 habitants. Elle comprend les villages de Saint-Pierre, Lamouline, Sberchamps, Flohimont et Presseux ⁷.

Le 9 septembre 1974, la fusion de Libramont, Recogne, Sainte-Marie-Chevigny et Saint-Pierre est proposée dans une circulaire du ministre de l'Intérieur ⁸. Le 10 décembre de la même année, les membres du Conseil communal de Saint-Pierre décident de proposer au ministre de l'Intérieur la fusion de ces entités, avec en sus l'intégration des communes de Freux, Bras, Remagne et Moircy ⁹. Ils proposent également que la nouvelle entité porte le nom de Libramont-Chevigny ¹⁰.

Le 1er janvier 1977, la commune de Saint-Pierre est supprimée et rejoint la nouvelle commune de Libramont-Chevigny. Cette dernière se compose dorénavant des sections de Libramont, Bras, Freux, Moircy, Recogne, Remagne, Sainte-Marie-Chevigny et Saint-Pierre.

La fusion qui crée une commune de 7.082 habitants pour 17.786 hectares est

3 CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS, Documents parlementaires, session 1898-1899, n° 12 (disponible sur www.lachambre.be).

4 ARCHIVES DE L'ÉTAT À ARLON, Commune de Saint-Pierre. Dépôt 2013, n° 4.

5 Art. Saint-Pierre, dans HASQUIN H., sous la dir. de, Communes de Belgique. Dictionnaire d'histoire et de géographie administrative, t. 2 : Wallonie - Bruxelles, Bruxelles, 1980, p. 1321.

6 Idem.

7 Questionnaire n° 1 (AÉA, Archives de Joseph Michel, dossier " Libramont-Chevigny ", n° 196).

8 Courrier émanant de la Direction générale des institutions régionales et locales (Idem).

9 La fusion de Bras, Freux, Moircy et Remagne est proposée par le ministre sous le n° 33 (Idem).

10 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal en date du 10 décembre 1974 (Idem).

justifiée en ces termes dans le rapport au Roi précédant l'arrêté royal du 17 septembre 1975 : " Cette fusion regroupe autour de l'important centre de Libramont-Recogne (routes, chemin de fer, zoning industriel), des communes, nettement et directement polarisées par ce centre. Les voies de communication convergent d'ailleurs toutes sur Libramont, qui possède, en outre, une gare importante pour la région " ¹¹.

COMPÉTENCES ET ACTIVITÉS

Le décret du 14 décembre 1789 relatif à la constitution des municipalités jette les bases de l'organisation municipale. Il fixe également le rôle qu'elles doivent remplir :

Article 49. Les corps municipaux auront deux espèces de fonctions à remplir ; les unes propres au pouvoir municipal ; les autres, propres à l'administration générale de l'État, et déléguées par elle aux municipalités.

Article 50. Les fonctions propres au pouvoir municipal, sous la surveillance et l'inspection des assemblées administratives, sont : de régir les biens et revenus communs des villes, bourgs, paroisses et communautés ; de régler et d'acquitter celles des dépenses locales qui doivent être payées des deniers communs ; de diriger et de faire exécuter les travaux publics qui sont à la charge de la communauté ; d'administrer les établissemens qui appartiennent à la commune, qui sont entretenus de ses deniers, ou qui sont particulièrement destinés à l'usage des citoyens dont elle est composée ; de faire jouir les habitans des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics.

Article 51. Les fonctions propres à l'administration générale, qui peuvent être déléguées aux corps municipaux pour les exercer sous l'autorité des assemblées administratives, sont : la répartition des contributions directes entre les citoyens dont la communauté est composée ; la perception de ces contributions ; le versement de ces contributions dans les caisses du district ou du département ; la direction immédiate des travaux publics dans le ressort de la municipalité ; la régie immédiate des établissemens publics destinés à l'utilité générale ; la surveillance et l'agence nécessaires à la conservation des propriétés publiques ; l'inspection directe des travaux de réparation ou de reconstructions des églises, presbytères, et autres objets relatifs au service du culte religieux ¹².

Après l'indépendance de la Belgique, la Constitution belge du 7 février 1831 confie les intérêts exclusivement communaux à des conseils communaux élus directement, mais réserve le contrôle de leurs actes au Roi ou au pouvoir législatif, notamment pour empêcher qu'ils ne sortent de leurs attributions ou ne portent atteinte à l'intérêt général. La Constitution confie également aux autorités communales la rédaction des actes de l'état civil et la tenue des registres. Enfin, le Congrès national déclare qu'il est nécessaire de pourvoir par des lois séparées à l'organisation provinciale et communale.

La loi communale du 30 mars 1836 constitue le fondement du droit communal

11 Arrêté royal du 17 septembre 1975 portant fusion de communes et modification de leurs limites (Moniteur belge, 25 septembre 1975).

12 Pasinomie, 1^{re} série, t. 1^{er}, Lois françaises, Bruxelles, 1833, p. 66.

belge contemporain. Constamment adaptée, certains de ses articles demeurent en vigueur dans la nouvelle loi communale (NLC) de 1988 et dans le Code de la démocratie locale et de la décentralisation (CDLD) de 2004.

ORGANISATION

La manière dont les communes sont organisées est déterminée par la loi communale du 30 mars 1836.

Celle-ci prévoit l'existence d'un corps communal regroupant des conseillers, un bourgmestre et des échevins. Ils forment le Conseil communal. Le bourgmestre et les échevins, dont le mode de désignation a évolué au cours du temps, composent le Collège des bourgmestre et échevins ou Collège échevinal. À côté de ces fonctions politiques, chaque commune dispose d'un secrétaire et d'un receveur. Les commissaires de police et, dans certaines localités, les gardes champêtres se partagent les attributions en matière de police. Les rapports annuels sur l'administration et la situation des affaires de la commune dressés en exécution de l'article 70 de la loi communale donnent un aperçu de l'organisation de chaque administration communale. Une copie de ces rapports était envoyée au Gouvernement provincial. Enfin, les registres aux délibérations du Conseil communal et du Collège constituent la source par excellence pour décrire l'organisation de la commune et son histoire.

ARCHIVES

HISTORIQUE

L'article 132 de la NLC et l'article L1123-28 du CDLD confient la garde des archives, des titres et des registres de l'état civil au collège communal, il doit en dresser les inventaires en double expédition, ainsi que des chartes et autres documents anciens de la commune, et empêcher qu'aucune pièce ne soit vendue ou distraite du dépôt. Ces dispositions reprennent *mutatis mutandis* les dispositions de l'article 100 de la loi communale de 1836. Une circulaire ministérielle du 9 janvier 1839 précise que la maison communale est le lieu le plus propre au dépôt des archives communales.

La mise en œuvre de ces dispositions et les mesures de sauvegarde ou de gestion des archives sont rarement documentées. Cet aperçu se base donc sur les rapports sur l'administration et la situation des affaires de la commune et sur le dossier central de la commune de Libramont-Chevigny constitué par les Archives de l'État.

Entre 1909 et 1935, les archives sont considérées par les autorités communales comme bien tenues ¹³.

Dans un courrier daté du 8 août 1988 relatif à la conservation des archives communales, le Collège communal de Libramont-Chevigny informe le gouverneur que la commune désire conserver ses archives dans les locaux de l'administration communale ¹⁴.

13 AÉA, Gouvernement provincial du Luxembourg. Rapports annuels communaux, n° 184.

14 AÉA, Dossier central " Commune de Libramont-Chevigny ".

En 1990, les archives de la nouvelle entité de Libramont-Chevigny ainsi que celles des anciennes communes qui la composent sont conservées dans la nouvelle maison communale ainsi que dans les anciennes de Freux et de Sainte-Marie. Roger Petit, chef du Département Liège-Luxembourg des Archives de l'État, recommande dès lors aux autorités communales de regrouper l'ensemble des archives dans les bâtiments récemment construits. Il demande également au secrétaire communal " de prévoir l'engagement d'un employé [...] qui serait chargé de mettre en ordre les quelque 250 mètres d'archives statiques dans la nouvelle maison communale, ensuite de reclasser les archives qui seraient transférées [...] des anciennes maisons de Freux et de Sainte-Marie " ¹⁵.

En 1992, Jean-Marie Yante, chef de section *ad interim*, précise dans son rapport que la majorité des archives de la commune de Saint-Pierre est conservée dans un local situé au premier étage de la maison communale de Libramont-Chevigny. Les pièces comptables produites en 1975 et 1976 sont, quant à elles, conservées dans l'ancienne maison communale de Sainte-Marie-Chevigny. Le reste des archives de la commune de Saint-Pierre est entreposé à l'école de Freux, anciennement maison communale de Freux ¹⁶.

En 2010, les archives de la commune de Saint-Pierre (peu ou prou 17 mètres linéaires) sont conservées dans le grenier de l'école communale de Sainte-Marie-Chevigny. Le grenier, bien qu'en partie isolé, n'est pas chauffé. Alors que la majorité des documents est conservée dans des boîtes de type " La Charte ", d'autres sont stockés sans conditionnement. Toutes les archives " avant fusion ", avec ou sans conditionnement, sont déposées à même le sol, en contact direct avec les murs du grenier. De ce fait, certains documents sont humides et le risque de voir se développer des champignons n'est pas à négliger ¹⁷.

En vue de remédier à ces inconvénients, la commune a signé, en date du 6 octobre 2010, une convention de partenariat avec les Archives de l'État. Celle-ci charge l'équipe du projet " Archives locales de Wallonie " de préparer le dépôt des fonds communaux antérieurs à la fusion en procédant à un tri et en rédigeant les inventaires. C'est également dans le cadre de cette collaboration que plusieurs bordereaux d'élimination d'archives postérieures à 1976 ne présentant plus d'utilité administrative ou juridique et sans intérêt historique ont été mis au point en parfaite concertation avec les différents services communaux.

ACQUISITION

Le présent inventaire regroupe les archives émanant de deux dépôts. Le premier dépôt est effectué le 28 août 1987 lorsque des archives de la cure de Saint-Pierre sont versées aux Archives de l'État (n° accroissement : 1987/015). Parmi celles-ci, quelques documents communaux sont retrouvés ¹⁸.

Le deuxième dépôt est réalisé le 21 août 2013 (n° accroissement : 2013/034).

15 Idem.

16 Idem.

17 Idem.

18 Consulter les n° 12, 77, 192, 193, 234, 345, 510, 528, 536 et 541 du présent inventaire.

Contenu et structure

CONTENU

Les archives classées dans cet inventaire ont trait au fonctionnement et aux activités de la commune de Saint-Pierre entre 1801 et 1976. Quelques documents produits ou reçus par l'administration communale entre 1977 et 1980 sont également décrits dans cet inventaire.

Procédons par grandes séries d'archives :

FINANCES ET FISCALITÉ

Les finances communales occupent une part importante de l'activité de l'administration et constituent un élément particulièrement important des archives. Chaque année un budget est établi par le Collège, mis à l'approbation du Conseil et soumis à l'autorité de tutelle. Par la suite, une comptabilité précise des dépenses et des recettes est tenue par le receveur communal. Toutes les initiatives et les activités menées par les autorités communales se retrouvent dans ces dossiers. Le moindre engagement financier donne lieu à des contrats, factures et mandats de paiement de toute nature. Les pièces justificatives aux comptes ne sont toutefois pas toutes conservées et pour les périodes récentes, un tri est opéré par l'archiviste, qui ne conserve finalement que les dossiers les plus significatifs et une année type par législature, permettant au chercheur d'évaluer correctement l'évolution à long terme des finances communales.

Si la gestion financière nous renseigne sur tous les aspects des activités communales, elle génère aussi de nombreux documents très utiles pour connaître les personnes qui habitent la localité. L'administration perçoit en effet sur les habitants des taxes et des impôts divers. Elle tient à cet effet des rôles de contribuables, qui complètent les informations individuelles reprises dans les registres de la population. Les propriétés foncières sont également taxées et chaque commune dispose de registres et de plans cadastraux, déposés par les services du Cadastre, qui donnent une idée fort précise de l'organisation de l'espace et de la structure de la propriété immobilière. On peut suivre par ce biais l'histoire d'une habitation ou d'un terrain au cours des ans et en connaître les propriétaires successifs.

PATRIMOINE

Le patrimoine communal se compose de nombreux biens immobiliers divers. Il existe donc dans les archives d'importants dossiers relatifs à l'acquisition, à l'échange, à l'expropriation ou à la vente de biens communaux ou encore de dossiers constitués dans le cadre des ventes de coupes de bois. En règle générale, les principaux édifices du village sont aussi propriété communale : l'église, le presbytère, l'école et le cimetière nécessitent ainsi un coûteux entretien et des travaux réguliers que l'on peut suivre d'année en année à l'aide des dossiers constitués et conservés par l'administration.

ÉTAT CIVIL

L'état civil a été institué en France par décret du 20 septembre 1792. À partir de cette date, dans chaque commune, l'officier de l'état civil consigne dans des registres distincts tenus en double les naissances, les mariages et les décès intervenus sur le territoire communal au cours de l'année. Il tient aussi un registre pour les publications de mariages. L'officier de l'état civil clôture ses registres en fin d'année et transmet un exemplaire au greffe du tribunal de première instance de l'arrondissement, avec le registre aux publications de mariages, tenus en un unique exemplaire. L'exemplaire communal est encore aujourd'hui conservé par la commune afin d'éviter la présence dans le même bâtiment des deux exemplaires.

POPULATION

Depuis 1847, les communes doivent tenir un répertoire de l'ensemble des habitants ayant leur résidence habituelle dans la commune. Ces registres de population, actes authentiques et publics renouvelés après chaque recensement décennal, rendent compte de la composition de chaque famille, de l'identité des individus et des mouvements qui interviennent, tels qu'arrivées dans la commune, départs, naissances, mariages ou décès. Dans le fonctionnement journalier de l'administration communale, ces registres servent à l'établissement des travaux de statistique (pour les opérations de recensement et l'établissement des mouvements annuels d'émigration et d'immigration), à la révision des listes électorales (pour les chambres, le conseil provincial, le conseil communal, les conseils de prud'hommes, les conseils de l'industrie et du travail), à l'organisation de la police (pour les recherches sur l'identité des délinquants), de la milice et de la garde civique (le service de la garde civique est dû par celui qui a une résidence réelle), à la détermination du domicile de secours des indigents et des enfants qui ont droit à l'instruction gratuite, à la participation à l'affouage, etc. Pour l'historien, ces registres sont d'un grand intérêt pour toutes les données socio-économiques et démographiques qu'ils renferment (avec les nom et prénoms, le lieu et la date de naissance, l'état civil, le domicile légal, la profession, la fonction ou la position, la nationalité et des renseignements relatifs à la milice, à la garde civique ou encore au casier judiciaire). La tenue des registres de population rentre dans les tâches de l'administration générale de la commune, donc dans les attributions du Collège communal. Aux termes de l'article 1er de l'arrêté royal du 30 décembre 1900, c'est désormais l'officier de l'état civil qui est chargé de faire observer exactement tout ce qui concerne leur tenue. Les registres obligatoires sont le registre principal, les registres d'entrée et de sortie des habitants. Enfin, les règlements imposent la confection d'un index ou répertoire des noms des habitants. Depuis le début des années 1980, les registres de population tendent à disparaître au profit de bases de données informatiques établies en connexion avec le registre national des personnes physiques.

ÉLECTIONS

C'est au niveau communal que sont constituées les listes des électeurs pouvant participer aux scrutins nationaux, provinciaux ou communaux. L'administration conserve ainsi des dossiers concernant les personnes éligibles et les candidats, les électeurs, le déroulement des différentes élections et généralement les résultats des élections communales, ainsi que l'installation des nouveaux conseils et collèges communaux. La teneur des listes électorales varie dans le temps en fonction de la législation en vigueur. Les listes d'électeurs sont vérifiées et modifiées périodiquement en fonction des revenus déclarés des habitants et, plus tard, sur base de leur domicile légal, de leur citoyenneté belge ou européenne, et d'éventuelles restrictions temporaires de leurs droits politiques, dues à une condamnation judiciaire ou à une incapacité mentale. La révision des listes électorales donne souvent lieu à des contestations, qui sont soumises aux cours et tribunaux.

AFFAIRES MILITAIRES

C'est sur base des registres de l'état civil et de population que sont établis les registres de milice et les dossiers qui les accompagnent. Jusqu'à la suspension du service militaire obligatoire en 1994, on dressait chaque année la liste des jeunes hommes en âge d'être appelés. Selon les époques, ces candidats miliciens pouvaient échapper au service militaire en fonction d'un tirage au sort favorable, d'une exemption pour cause physique ou d'une objection de conscience. Des motifs divers permettaient aussi d'obtenir un sursis et de retarder l'enrôlement. Les dossiers constitués à cet effet sont généralement conservés, mais il faut souligner qu'ils peuvent faire largement double emploi avec ceux qui existent au niveau provincial ou national.

TRAVAUX PUBLICS

La commune s'occupe de tout ce qui concerne l'infrastructure, les voiries ou les bâtiments publics communaux soit en tant que principal maître d'œuvre de certains projets, soit en tant qu'associée aux travaux menés par les autorités provinciales, nationales et plus tard régionales. L'établissement de la distribution d'eau potable, l'électrification des campagnes et l'installation progressive du téléphone ou de la télédistribution constituent une vaste entreprise qui modifie considérablement l'existence des populations rurales.

ENSEIGNEMENT

L'organisation de l'enseignement primaire constitue un secteur important de la politique communale au cours des XIXe et XXe siècles. Les archives communales conservent divers dossiers relatifs à l'organisation générale, au personnel enseignant, aux bâtiments scolaires et au matériel didactique. Des

listes d'écoliers sont dressées annuellement ce qui permet de suivre la scolarisation de la jeunesse locale.

BIENFAISANCE OU ASSISTANCE PUBLIQUE

Dès le début du XIXe siècle, un Bureau de bienfaisance est institué dans chaque commune. Il s'occupe de soulager les habitants les plus pauvres et prend en charge certains frais récurrents comme ceux liés à la scolarisation des enfants, aux soins médicaux, aux domiciles de secours, à l'internement de déficients mentaux ou encore à l'éducation d'orphelins dans des établissements spécialisés, situés en général en dehors de la commune. Certains de ces organismes bénéficient des largesses de bienfaiteurs et sont en mesure de créer sur le territoire communal une œuvre de bienfaisance spécifique, principalement un home pour personnes âgées. Les autorités communales exercent une tutelle étroite sur les budgets et les comptes des institutions de bienfaisance et en contrôlent l'essentiel des activités. Aux bureaux créés en 1800 succèdent les commissions d'assistance publiques (CAP) en 1925, puis les centres publics d'aide sociale (CPAS) en 1977, devenus centres publics d'action sociale en 2004.

CULTE

Sous Napoléon Bonaparte, la vie religieuse est réorganisée sur des bases nouvelles. L'Église catholique occupe alors une place prépondérante. Elle bénéficie en priorité des mesures prises par l'empereur visant à restituer aux paroisses tout ou une partie des biens qu'elles possédaient avant la Révolution et d'en assurer la gestion rationnelle. Des institutions publiques, connues sous le nom de fabriques d'églises, sont instituées par un décret du 30 décembre 1809, afin de prendre en charge l'organisation matérielle du culte. Si la majorité des églises appartient à la commune, qui en assure la restauration et l'entretien, les fabriciens se chargent d'administrer les biens propres de la paroisse. Ils se chargent également de subvenir aux frais du culte tels que le luminaire ou une partie du mobilier et de l'aménagement intérieur. Les autorités communales exercent une tutelle étroite sur les budgets et les comptes des fabriques d'églises et en contrôlent l'essentiel des dépenses. Quant aux ministres du culte, ils sont payés directement par l'État, mais reçoivent parfois un supplément de traitement de la commune et entretiennent avec les autorités municipales des relations étroites, qui reflètent généralement fort bien l'évolution des rapports complexes entre l'Église et l'État aux XIXe et XXe siècles.

LANGUES ET ÉCRITURE DES DOCUMENTS

La langue du fonds est le français.

SÉLECTION ET ÉLIMINATIONS

Le tri a été effectué conformément aux directives suivantes :

Maréchal G., *Conservation et destruction des archives communales. Directives et recommandations*, t. 1 : *État civil, population, milice, finances*, Bruxelles, 1988 (Archives générales du Royaume, *Miscellanea Archivistica, Studia* 1).

Maréchal G., *Conservation et destruction des archives communales. Directives et recommandations*, t. 2 et 3, Bruxelles, 2005 (Archives générales du Royaume, *Miscellanea Archivistica, Manuale* 52 et 53).

ACCROISSEMENTS / COMPLÉMENTS

Le fonds est clos et la plupart des documents sont désormais conservés aux Archives de l'État. Les principales exceptions sont les dossiers d'urbanisme¹⁹, les registres de l'état civil et les atlas des cours d'eau non navigables ni flottables et des chemins vicinaux. Ces deux derniers documents sont du reste désormais consultables sur le Géoportail de la Wallonie²⁰. L'absence de dépôt s'explique d'une part par le maintien d'une utilité administrative et d'autre part par la présence d'une copie de sauvegarde (état civil ou permis de bâtir) aux Archives de l'État. Bien entendu, nous ne pouvons exclure le fait que quelques dossiers commencés avant 1976 et toujours utiles pour les services, comme certains dossiers relatifs à des travaux, soient encore conservés dans les bureaux. Les registres aux délibérations du Conseil et du Collège, toujours conservés par l'Administration communale de Libramont-Chevigny, peuvent également faire l'objet d'un futur dépôt.

MODE DE CLASSEMENT

Le classement des boîtes relève d'une classification propre à l'administration communale de Libramont. Les archives, auparavant conservées en vrac, ont été placées dans les boîtes sans qu'aucun cadre de classement prédéfini ne soit respecté.

Ainsi a-t-il été indispensable de reclasser l'ensemble des documents en utilisant le cadre de classement repris dans la publication de Guy Gadeyne²¹.

Les principales subdivisions de ce cadre sont les suivantes :

- I. Généralités
- II. Organisation et personnel
- III. Patrimoine
- IV. Finances et fiscalité
- V. État civil

19 Quelques dossiers " urbanisme " sont toutefois présents dans le présent inventaire (n° 450-494, 496 et 497).

20 <http://geoportail.wallonie.be>.

21 GADEYNE G., *Cadre de classement pour les archives communales statiques non structurées (1795 - ca 1977)*, Bruxelles, 1997 (Archives générales du Royaume, *Miscellanea Archivistica, Manuale* 18).

VI. Population

VII. Élections

VIII. Affaires militaires et guerres

IX. Ordre et sécurité publics ²²

X. Santé publique

XI. Travaux publics, services d'utilité publique, aménagement du territoire et urbanisme

XII. Enseignement

XIII. Culture, sports et divertissements ²³

XIV. Vie économique

XV. Affaires sociales et réglementation du travail

XVI. Bureau de bienfaisance et Commission d'assistance publique

XVII. Fabrique d'église et chapelle

Les rubriques ont été adaptées au fonds d'archives selon les besoins spécifiques. Sous une sous-rubrique, les différentes descriptions archivistiques ont été classées dans l'ordre chronologique.

22 Le chapitre " Ordre et sécurité publics " n'est pas représenté dans cet inventaire.

23 Le chapitre " Culture, sport et divertissements " n'est pas représenté dans cet inventaire.

Description des séries et des éléments

I. GÉNÉRALITÉS

A. CONSEIL COMMUNAL ET COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS

- 571 Registres aux délibérations du Conseil communal. 2 décembre 1825 - 1er août 1836. 1 volume
- 572 Minutes des procès-verbaux des séances du Conseil communal et du Collège des bourgmestre et échevins. 30 octobre 1970 - 16 octobre 1971. 1 cahier

B. PUBLICATION ET AFFICHAGE DES RÈGLEMENTS ET ARRÊTÉS

- 1 Registre aux publications des ordonnances et règlements communaux du Conseil communal et du Collège échevinal, ainsi que des enquêtes de commodo et incommodo, d'annonces d'adjudications publiques et de tous autres actes quelconques de l'autorité locale sujets à publicité. 1893-1948. 1 volume

C. ENQUÊTES PUBLIQUES (" DE COMMODO ET INCOMMODO ")

- 2 Publications et avis rédigés dans le cadre d'enquête de commodo et incommodo. 1920-1930. 1 chemise

D. RESPONSABILITÉ, CONTENTIEUX ET ACTIONS EN JUSTICE

- 3 Dossier constitué suite à la réclamation introduite par Eli Haquin, entrepreneur, tendant à obtenir des intérêts de retard conséquemment aux liquidations tardives des divers états d'avancement de son entreprise pour compte des communes de Recogne et Saint-Pierre dans le cadre des travaux d'établissement de la distribution d'eau. 1953-1957. 1 chemise

II. ORGANISATION ET PERSONNEL

A. LA COMMUNE EN TANT QU'ENTITÉ ADMINISTRATIVE

1. CRÉATION, DÉNOMINATION, SUPPRESSION OU FUSION

- 4 Dossier relatif à la séparation de la section de Libramont de la commune de Saint-Pierre. 1896-1912. 1 chemise

2. TERRITOIRE

- 5 Procès-verbal de délimitation du territoire de la commune. 1830. 1 cahier

--- Procès-verbal de la division du territoire de la commune de Saint-Pierre en sections. 1830.

--- Tableau présentant la superficie du territoire de la mairie de Saint-Pierre par sections. [XIXe siècle].

3. COOPÉRATION INTERCOMMUNALE

- 6 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal relatif à l'affiliation de la commune à l'Association intercommunale des œuvres médico-sociales du Centre-Luxembourg à Libramont et carte de coopérateur. 1966. 2 pièces

B. ORGANISATION ET MEMBRES DES ORGANES POLITIQUES

1. COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS

- 7 Procès-verbaux de prestation de serment d'échevins. 1900-1945. 1 chemise

- 8 Dossier relatif à la pension d'Adelin Belche, ancien échevin. 1974-1976. 1 chemise

2. BOURGMESTRE

- 9 Arrêté royal relatif à la nomination d'Alphonse Martin. 1904. 1 pièce

*10 - 11 DOSSIERS RELATIFS AUX DEMANDES DE PENSION
INTRODUITES PAR LES BOURGMESTRES OU LEURS AYANTS DROIT.
1971-1976.*

10 Forget Nicolas (Bodelet Maria), 1971-1976. 1 chemise

11 Martin Édouard, 1972-1976. 1 chemise

C. ARCHIVES

12 Inventaire des titres, papiers et effets appartenant à la mairie de Saint-Pierre et remis à Pierre Joseph Hoferlin, appelé aux fonctions de maire de la commune en remplacement de Hyacinthe Jacquet, démissionnaire. 1816. 2 pièces

D. PERSONNEL DES SERVICES

13 1. STATUT DU PERSONNEL, TRAITEMENTS ET AUTRES RÈGLEMENTS
Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal concernant les congés et congés de maladie des agents communaux. 1971. 1 pièce

2. DOSSIERS DU PERSONNEL ENSEIGNANT

14 *14 - 30 DOSSIERS DES ENSEIGNANTS. 1940-1976.*
Arnould Francine (épouse Dacremont), 1964-1976. 1 chemise

15 Cop Brigitte, 1975. 1 chemise

16 Depierreux Lucie (épouse Martin), 1968-1974. 1 chemise

17 Dulieu Danielle, 1975-1976. 1 chemise

18 Georges Marie-Jeanne (épouse Duplicy), 1972-1974. 1 chemise

19 Gérard Yolande (épouse Adam), 1964-1965. 1 chemise

20	Gillard Nicole (épouse Martin), 1960-1973.	1 chemise
21	Gillet Jean-Paul, 1965.	1 chemise
22	Guillaume François, 1966-1973.	1 chemise
23	Jacques Danièle, 1967.	1 chemise
24	Lahaye Christiane (épouse Jeanjot), 1965.	1 chemise
25	Lebrun Monique (épouse Herbeuval), 1966-1969.	1 chemise
26	Lemaire Andrée (épouse Marbehant), 1962.	1 chemise
27	Magerotte Anne-Marie (épouse Leyder), 1968-1973.	1 chemise
28	Paquay Liliane (épouse Lesceux), 1975.	1 chemise
29	Pinson Claudine, 1967.	1 chemise
30	Thomas Théophile, 1940-1946.	1 chemise
31	<p>3. AUTRES DISPOSITIONS ET SERVICES SOCIAUX POUR LE PERSONNEL COMMUNAL</p> Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal concernant l'octroi d'une indemnité de frais de funérailles à la veuve de Théophile Thomas, secrétaire communal, et note du commissaire d'arrondissement. 1957.	2 pièces

III. PATRIMOINE

*32 - 34 DOSSIERS CONCERNANT L'EXPLOITATION ET L'ENTRETIEN
DU PATRIMOINE FORESTIER. 1818-1975.*

- 32 1818-1903. 1 liasse
- 33 1938-1959. 1 liasse
- 34 1960-1975. 1 liasse
- 35 Dossier relatif à la location du droit de chasse. 1875-1973. 1 chemise
- 36 Courrier adressé au receveur des contributions dans lequel les autorités communales sollicitent l'envoi de renseignements concernant la valeur locative attribuée aux bâtiments communaux et réponse. 1893. 1 pièce
- 37 Dossier relatif à la location de biens ruraux. 1932-1968. 1 chemise
- 38 Acte d'acquisition d'emprises pour l'amélioration du chemin agricole n° 5 à Flohimont. 1936. 1 pièce
- 39 Plan indiquant les emprises à effectuer pour l'élargissement du chemin n° 26 et l'accès d'un chemin de culture au lieu-dit " Jacqueray " à Lamouline. 1937-1938. 1 pièce
- 567 Plan indiquant une parcelle de terrain à échanger contre une autre parcelle de terre en vue de l'élargissement du chemin intérieur n° 12 à Lamouline. 1949. 1 pièce
- 40 Pièces relatives à l'acquisition de deux emprises en vue de l'élargissement du chemin n° 3 à Sberchamps. 1949-1952. 1 chemise
- 41 Acte de cession de terrains par des particuliers à la commune afin d'être incorporés dans le chemin de grande communication n° 31. 1951. 1 pièce

-
- 42 Dossier relatif à l'acquisition, pour cause d'utilité publique, des fonds de bois provenant de la propriété de la famille Parent-Bastien. 1953.
1 chemise
- 43 Dossier concernant la vente d'un excédent de voirie situé à Lamouline au lieu-dit " Sur les Battis " à Adelin Giot. 1954-1961.
1 chemise
- 44 Dossier relatif à l'acquisition d'emprises en vue de l'amélioration du chemin de culture n° 43. 1956-1961.
1 chemise
- 45 Plan relatif à l'acquisition d'emprises et à la vente d'excédents de voirie au chemin dit " du Block ", dans la section de Flohimont. 1959.
1 pièce
- 46 Dossier se rapportant à l'acquisition d'une parcelle de terrain appartenant à Hubert Antoine pour cause d'utilité publique dans le but d'aménager un carrefour à Sberchamps. 1960.
1 chemise
- 47 - 48 DOSSIERS RELATIFS À LA VENTE DE PARCELLES À BÂTIR SITUÉS AU LIEU-DIT " AUX PETITS ALLIEUX ". 1960-1961.*
- 47 Habran Gaston, 1961.
1 chemise
- 48 Louis Georges, 1960-1961.
1 chemise
- 49 Pièces relatives au projet d'acquisition, par la commune de Libramont, d'une parcelle de terrain appartenant à la commune de Saint-Pierre et cadastrée Libramont, section A, n° 114C. 1961.
1 chemise
- 50 Acte de vente d'une parcelle communale sise au lieu-dit " Sur les Battis " à Adelin Giot. 1961.
1 pièce
- 51 Dossier relatif à l'acquisition d'emprises appartenant à Marie et Henri Noël en vue de l'élargissement du chemin n° 5. 1966-1967.
1 chemise
- 52 Dossier relatif à la vente d'emprises communales à l'État belge dans le but de l'aménagement de la route 48. 1969-1971.

1 chemise

- 53 Plan dressé dans le cadre d'une emprise à acquérir en vue de l'élargissement d'un virage au chemin Sberchamps-Lamouline. 1971.

1 pièce

- 54 Dossier relatif à la demande introduite par les autorités communales de réaliser une coupe extraordinaire afin d'obtenir les fonds nécessaires au paiement de divers travaux de modernisation et de construction d'écoles communales à Flohimont et à Saint-Pierre ainsi que de mettre en gage une partie du patrimoine forestier communal afin d'obtenir un emprunt auprès du Crédit communal dans le but de pouvoir effectuer ces travaux. 1975-1976.

1 chemise

IV. FINANCES ET FISCALITÉ

A. COMPTABILITÉ DU SECRÉTARIAT

1. BUDGETS ET ANNEXES

55 - 68 BUDGETS. 1845-1977.
1845-1846.

2 cahiers

56 1850, 1852.

2 cahiers

57 1862-1869.

1 chemise

58 1870-1877.

1 chemise

59 1880-1889.

1 chemise

60 1890-1899.

1 chemise

61 1900-1909.

1 chemise

62 1910-1919.

1 chemise

63 1920-1929.

1 chemise

64 1930-1939.

1 chemise

65 1940-1945.

1 chemise

66 1951-1959.

1 liasse

67 1962-1966.

1 liasse

68 1973-1977.

1 liasse

- 69** 2. REGISTRES DE COMPTABILITÉ
Grand-livre des dépenses et des recettes. 1961. 1 chemise
- 70** Grand-livre des dépenses. 1963. 1 chemise

3. EMPRUNTS
Consulter le n° 54 du présent inventaire.

- 71** 4. SUBVENTIONS DES AUTORITÉS SUPÉRIEURES
Dossier relatif à l'intervention du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) pour l'amélioration de la voirie agricole. 1967-1975. 1 chemise
- 72** Arrêté ministériel relatif à l'octroi d'une subvention pour les travaux d'aménagement aux écoles primaire et gardienne communales de Flohimont. 1976. 1 pièce

B. COMPTABILITÉ DU RECEVEUR

1. REGISTRES DE COMPTABILITÉ

- 73** 73 - 76 GRANDS-LIVRES DES RECETTES ET DES DÉPENSES. 1971-1976. 1971. 1 cahier
- 74** 1972. 1 liasse
- 75** 1973. 1 cahier
- 76** 1976. 1 chemise

- 77** 2. COMPTES ET PIÈCES JUSTIFICATIVES
Courrier émanant du bourgmestre de Neufchâteau priant son

homologue de lui adresser les mandats de paiement à la caisse du receveur du casernement de la maréchaussée des sommes pour lesquelles la commune est comprise dans les répartitions destinées à acquitter les frais de réparation et de reconstruction du bâtiment occupé par la Brigade et le prix du mobilier neuf fourni. 1826.

1 pièce

78 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal relatif aux moyens d'éteindre la dette de la commune résultant de la reconstruction du presbytère qui a eu lieu en 1839. 1845.

1 pièce

79 79 - 91 COMPTES. 1853-1976.
1853-1858.

1 chemise

80 1860-1869.

1 chemise

81 1870-1879.

1 chemise

82 1880-1889.

1 chemise

83 1890-1899.

1 chemise

84 1900-1909.

1 chemise

85 1910-1919.

1 chemise

86 1920-1929.

1 chemise

87 1930-1938.

1 chemise

88 1941.

1 cahier

89 1950-1959.

1 chemise

90 1960-1967.

		1 chemise
91	1971-1976.	1 liasse
92	92 - 188 PIÈCES JUSTIFICATIVES AUX COMPTES. 1858-1976. 1858.	1 chemise
93	1859.	2 pièces
94	1860.	1 chemise
95	1871.	1 chemise
96	1872.	1 chemise
97	1875.	1 pièce
98	1876.	1 chemise
99	1877.	1 chemise
100	1878.	1 chemise
101	1879.	1 chemise
102	1897.	1 liasse
103	1880.	1 chemise
104	1881.	1 chemise
105	1882.	1 chemise

106	1883.	1 chemise
107	1884.	1 chemise
108	1885.	1 chemise
109	1887.	1 chemise
110	1888.	1 chemise
111	1889.	1 liasse
112	1890.	1 liasse
113	1893.	1 liasse
114	1894.	1 liasse
115	1895.	1 liasse
116	1896.	1 liasse
117	1898.	1 liasse
118	1899.	1 liasse
119	1900.	1 liasse
120	1901.	1 liasse
121	1902.	1 liasse

122	1903.	1 liasse
123	1904.	1 liasse
124	1905.	1 liasse
125	1906.	1 liasse
126	1907.	1 liasse
127	1908.	1 liasse
128	1910.	1 liasse
129	1911.	1 liasse
130	1912.	1 liasse
131	1913.	1 liasse
132	1914.	1 liasse
133	1915.	1 liasse
134	1917.	1 liasse
135	1918.	1 liasse
136	1919.	1 liasse
137	1920.	1 liasse
138	1921.	1 liasse

		1 liasse
139	1922.	1 liasse
140	1923.	1 liasse
141	1924.	1 liasse
142	1925.	1 liasse
143	1926.	1 liasse
144	1927.	1 liasse
145	1928.	1 liasse
146	1929.	1 liasse
147	1930.	1 liasse
148	1931.	1 liasse
149	1932.	1 liasse
150	1933.	1 liasse
151	1934.	1 liasse
152	1935.	1 liasse
153	1936.	1 liasse
154	1937.	1 liasse

155	1938.	1 liasse
156	1939.	1 liasse
157	1940.	1 liasse
158	1941.	1 liasse
159	1942.	1 liasse
160	1943.	1 liasse
161	1944.	1 liasse
162	1945.	1 liasse
163	1946.	1 liasse
164	1947.	1 liasse
165	1948.	1 liasse
166	1949.	1 liasse
167	1950.	1 liasse
168	1954.	1 chemise
169	1955.	1 pièce
170	1956.	1 liasse

171	1958.	1 chemise
172	1959.	2 cahiers
173	1960.	1 chemise
174	1961.	1 chemise
175	1962.	1 liasse
176	1965.	2 cahiers
177	1966.	1 chemise
178	1967.	1 chemise
179	1968.	1 liasse
180	1969.	1 cahier
181	1970.	2 cahiers
182	1971.	1 chemise
183	1972.	1 chemise
184	1973.	1 chemise
185	1974.	1 liasse
186	1975.	1 chemise
187	1976 (recettes et dépenses).	

		1 liasse
188	1976 (dépenses).	1 liasse
189	Courriers émanant du " Zivil Kommissar " sommant le bourgmestre de lui faire parvenir, dans les plus brefs délais, le compte communal de 1916. 1917.	2 pièces
190	Formulaire statistique du compte communal. 1957.	1 pièce
	<i>C. IMPOSITIONS ET TAXES</i>	
191	Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal ayant pour objet l'impôt sur la mouture pour l'année 1826. 1825.	1 pièce
192	État de la fortune présumée des habitants de la commune passibles de l'imposition communale, autorisée par l'arrêté de Sa Majesté, du 23 juin 1824 et destinée à subvenir aux charges ordonnancées au budget de 1827. 1827.	1 cahier
193	Dossier relatif à l'acquisition du presbytère et à l'impôt mis en place afin de couvrir la dépense. 1828.	1 chemise
194	194 - 195 DOUBLES DES RÔLES DES TAXES PROVINCIALES SUR LES CHIENS, LES DÉBITS DE BOISSONS ALCOOLIQUES ET DE TABACS, LES VÉLOCIPÈDES, LES PIANOS, ORGUES ET HARMONIUMS ET LES CHEVAUX DE LUXE DE LA COMMUNE. 1898-1899. 1898.	1 chemise
195	1899.	1 chemise
196	196 - 197 DOUBLES DES RÔLES DE LA CONTRIBUTION FONCIÈRE, DE LA CONTRIBUTION PERSONNELLE SUR LA VALEUR LOCATIVE, LES PORTES ET FENÊTRES ET LE MOBILIER AINSI QUE DU DROIT DE PATENTE. 1898-1899. 1898.	1 cahier

-
- 197 1899. 1 cahier
- 198 Relevés des contribuables qui payent au profit de l'État : 1) une somme de 90 francs et plus en impôts directs, 2) une somme d'au moins 20 francs du chef du droit de patente. 1898-1899. 2 pièces
- 199 Avertissements-extraits du rôle des taxes provinciales. 1913. 2 pièces
- 200 Tableau indiquant pour l'exercice 1937 le montant présumé des parts et des additionnels dans la perception en matière d'impôts d'État. 1936. 1 pièce
- D. CADASTRE*
- Matrice de rôle pour la contribution foncière des propriétés bâties, et celle des portes et fenêtres de la commune. [1819].
- 201 201 - 202 MATRICES DE RÔLES POUR LA CONTRIBUTION FONCIÈRE. [1819]-1828. Articles 1-297, 1819. 1 volume
- 202 Articles 298-567, 1821-1828. 1 volume
- Livres-journaux des mutations de la commune déclarées ou constatées pour servir à former ou régulariser les matrices sommaires. 1830-1841.
- État indiquant les propriétaires dont les articles portés à la matrice cadastrale ont muté en 1828 pour 1829, et pour lesquels on devra faire des déclarations supplémentaires. 1832.
- Circulaire émanant de l'inspecteur intérimaire du cadastre. 1832.
- État présentant les nouvelles constructions établies dans la commune depuis la formation du cadastre et non cotisées comme propriétés bâties et celles démolies. 1833.
- État présentant les renseignements sur les nouvelles constructions établies dans la commune et qui ne sont pas portées aux matrices des propriétés bâties. 1833.

---	Courrier émanant de l'inspecteur intérimaire du cadastre dans lequel il demande au bourgmestre de lui fournir les déclarations supplémentaires en vue d'opérer les mutations de l'exercice. 1833.	
---	Extrait de la matrice cadastrale rédigé au nom de Nicolas Léonard. 1834.	
---	Procès-verbal du retraitement des bulletins communiqués aux propriétaires. 1844.	
203	Courrier émanant de l'inspecteur du cadastre informant le bourgmestre qu'il vient d'adresser des pièces cadastrales de la commune au commissaire d'arrondissement. 16 juillet 1845.	1 pièce
204	Table indiquant les numéros des parcelles du plan primitif et leur renvoi aux articles de la matrice cadastrale. 1845-1879.	1 volume
205	205 - 215 CROQUIS D'ARPENTAGE DES NOUVELLES PARCELLES RÉSULTANT DE CHANGEMENTS DE LIMITES. 1846-1856. 1846.	1 cahier
206	1847.	1 cahier
207	1848.	1 cahier
208	1849.	1 cahier
209	1850.	1 cahier
210	1851.	1 cahier
211	1852.	1 cahier
212	[1853].	1 cahier
213	1854.	1 cahier

214	1855.	1 cahier
215	1856.	1 cahier
216	216 - 221 MATRICES CADASTRALES DES PROPRIÉTAIRES ET DES PROPRIÉTÉS FONCIÈRES NON BÂTIES ET BÂTIES. [PREMIÈRE MOITIÉ XIXE SIÈCLE - PREMIÈRE MOITIÉ XXE SIÈCLE]. Volume 1 (art. 1-354).	1 volume
217	Volume 2 (art. 355-482).	1 volume
218	Volume 3 (art. 483-763).	1 volume
219	Volume 4 (art. 764-984).	1 volume
220	Volume 5 (art. 985-1215).	1 volume
221	Volume 6 (art. 1216-1412).	1 volume
222	États des parcelles à expertiser. 1867-1877.	1 chemise
223	" Registre aux réclamations " ou registre consignnant les erreurs qui peuvent exister au cadastre. 1877-1936.	1 pièce
224	224 - 226 TABLES ALPHABÉTIQUES DES PROPRIÉTAIRES INSCRITS À LA MATRICE CADASTRALE. [1878]-1920. [1878]-1896.	1 volume
225	[1895]-1914.	1 volume
226	[1914]-1920.	1 volume

-
- Courriers envoyés par le géomètre du cadastre à divers propriétaires leur annonçant sa venue dans le but de procéder à l'inscription des biens dont ils sont devenus propriétaires. 1885.
- 227 Relevé des maisons et des bâtiments nouvellement construits, reconstruits ou agrandis dont l'occupation a été déclarée depuis le 1er janvier 1897, jusqu'au 31 août 1897. 1898. 1 pièce
- Extrait des instructions sur le cadastre. [XIXe siècle].
- 228 - 229 TABLEAUX INDICATIFS DES PROPRIÉTAIRES ET DES PROPRIÉTÉS. [XIXE SIÈCLE].
- 228 Volume 1. 1 volume
- 229 Volume 2. 1 volume
- 230 - 231 ÉTATS DES COPROPRIÉTAIRES DES PROPRIÉTÉS POSSÉDÉES PAR INDIVIS DANS LA COMMUNE. [XIXE SIÈCLE].
- 230 Volume 1. 1 volume
- 231 Volume 2. 1 volume
- 232 Extrait du plan cadastral de la commune de Saint-Pierre, section C. 1930. 1 pièce

V. ÉTAT CIVIL

A. GÉNÉRALITÉS

- 233 Pièces relatives à la vérification des registres de l'état civil. 1951-1956. 1 chemise

B. CIMETIÈRES ET FUNÉRAILLES

- 234 Rapport dressé par le bourgmestre et les assesseurs de la commune afin de se conformer à la circulaire du gouverneur sur la police du cimetière. 1832. 1 pièce

- 235 Avis à la population concernant les mesures mises en vigueur sur les sépultures. 1971. 1 pièce

C. AUTRES DOCUMENTS

- 236 Jugement rectifiant un acte de naissance suite à l'omission de la date de naissance de C. Ga., né à Saint-Pierre. 1949. 1 pièce

- 237 Courrier émanant de l'officier de l'état civil de la ville de Liège concernant la reconnaissance d'un enfant naturel par G. De., résidant à Presseux. 1950. 1 pièce

- 238 Jugement rendu par le Tribunal civil de première instance de Neufchâteau et copie d'un courrier envoyé par l'officier de l'état civil de Tillet au procureur du Roi concernant la demande d'option de nationalité belge introduite par C. Ma., de nationalité française. 1950-1951. 2 pièces

VI. POPULATION

A. GÉNÉRALITÉS

239 - 254 TABLEAUX STATISTIQUES RELATIFS AUX MOUVEMENTS
DE LA POPULATION ET DE L'ÉTAT CIVIL. 1874, 1960-1975.

239	1874.	1 pièce
240	1960.	1 chemise
241	1961.	1 chemise
242	1962.	1 chemise
243	1963.	1 chemise
244	1965.	1 chemise
245	1966.	1 chemise
246	1967.	1 chemise
247	1968.	1 chemise
248	1969.	1 chemise
249	1970.	1 chemise
250	1971.	1 chemise
251	1972.	1 chemise
252	1973.	1 chemise

253	1974.	1 chemise
254	1975.	1 chemise
<i>B. REGISTRES DE LA POPULATION ET MOUVEMENTS DE LA POPULATION</i>		
255	255 - 270 REGISTRES DE LA POPULATION. 1847-1980. 1847-1858.	1 volume
256	1859-1866.	1 volume
257	1867-1877.	1 volume
258	1877-1890.	1 volume
259	1891-1900 (section 1 : Flohimont, Lamouline, Presseux, Sberchamps et Saint-Pierre).	1 volume
260	1891-1900 (section n° 2 : Libramont).	1 volume
261	1901-1910.	1 volume
262	1911-1920.	1 volume
263	1921-1930.	1 volume
264	1931-1948 (vol. 1, fol. 1-10 : Flohimont, Presseux, Sberchamps).	1 volume
265	1931-1948 (vol. 2, fol. 111-219 : Saint-Pierre et Lamouline).	1 volume
266	1948-1960 (vol. 1, fol. 1-100 : Flohimont, Presseux et Sberchamps).	1 volume

-
- 267 1948-1960 (vol. 2, fol. 101-189 : Lamouline et Saint-Pierre).
1 volume
- 268 1961-1970 (vol. 1, fol. 1-211 : Flohimont, Presseux et Sberchamps).
1 volume
- 269 1961-1970 (vol. 2, fol. 253-429 : Saint-Pierre et Lamouline).
1 volume
- 270 1970-1980 (vol. 1, fol. 1-176 : Saint-Pierre et Lamouline).
1 volume
- 570 1970-1980 (vol. 2, fol. 177-387 : Flohimont, Presseux et
Sberchamps).
1 volume
- 271 Fiche " index " d'un registre de la population, contenant une
composition de famille. 1863-1902.
1 pièce
- 568 272 - 274 INDEX DES REGISTRES DE LA POPULATION. 1891-1948.
1891-1900.
1 volume
- 272 1911-1920.
1 volume
- 273 1921-1930.
1 volume
- 274 1931-1948.
1 volume
- 573 Registre des sorties de la population. 1948-1976.
1 volume
- 275 275 - 290 CERTIFICATS DE CHANGEMENT DE RÉSIDENCE DRESSÉS
DANS LE CADRE D'ENTRÉES ET DE SORTIES. 1961-1976.
1961.
1 chemise
- 276 1962.
1 chemise
- 277 1963.

		1 chemise
278	1964.	1 chemise
279	1965.	1 chemise
280	1966.	1 chemise
281	1967.	1 chemise
282	1968.	1 chemise
283	1969.	1 chemise
284	1970.	1 chemise
285	1971.	1 chemise
286	1972.	1 chemise
287	1973.	1 chemise
288	1974.	1 chemise
289	1975.	1 chemise
290	1976.	1 chemise
291	<i>C. RECENSEMENTS ET AUTRES ÉTATS DE LA POPULATION</i> Courrier émanant de l'Institut National de Statistique informant le bourgmestre du chiffre officiel de la population au 31 décembre 1970. 21 janvier 1972.	1 pièce

VII. ÉLECTIONS

A. LISTES ÉLECTORALES ET LISTES DÉRIVÉES

292 - 293 LISTES DES ÉLECTEURS GÉNÉRAUX, PROVINCIAUX ET COMMUNAUX. 1903-1905.

292 1er mai 1903 - 30 avril 1904. 1 cahier

293 1er mai 1904 - 30 avril 1905. 1 cahier

294 - 296 LISTES DES ÉLECTEURS AUX CHAMBRES LÉGISLATIVES, CONSEILS PROVINCIAUX ET AUX CONSEILS COMMUNAUX. 1971-[1975].

294 1971. 1 cahier

295 1973. 1 cahier

296 [1975]. 1 cahier

B. RÉVISION DES LISTES ÉLECTORALES

297 - 299 DOSSIERS RELATIFS À LA RÉVISION DES LISTES ÉLECTORALES. 1896-1975.

297 1896. 1 chemise

298 1901. 1 chemise

299 1975. 1 chemise

300 Arrêt rendu par la Cour d'appel de Liège relatif au recours introduit par Georges Claisse tendant à obtenir la radiation du vote supplémentaire attribué à Gustave Mouzon. 27 mars 1899. 2 pièces

301 Avis informant le public de la révision des listes des électeurs généraux, provinciaux et communaux devant entrer en vigueur le 1er mai 1900. 1899.

1 pièce

302 Extrait du registre aux délibérations du Collège échevinal relatif aux réclamations introduites par deux personnes en vue de leur inscription, ou l'inscription de leurs proches, sur les listes électorales. 1976.

1 pièce

C. DOSSIERS DES ÉLECTIONS

303 État des indemnités de déplacement dues au président et au secrétaire du 12e bureau de canton dans le cadre des élections législatives du 5 juillet 1896. 1896.

1 pièce

304 - 313 DOSSIERS DES ÉLECTIONS. 1899-1908.

304 *304 - 307 COMMUNALES.*
15 octobre 1899.

1 chemise

305 18 octobre 1903.

1 chemise

306 10 janvier 1904.

1 chemise

307 20 octobre 1907.

1 chemise

308 *308 - 311 LÉGISLATIVES.*
27 mai 1900.

1 chemise

309 27 mai 1906.

1 chemise

310 25 mai 1902.

1 chemise

311 29 mai 1904.

1 chemise

312 *312 - 313 PROVINCIALES.*
3 juin 1900.

313

14 juin 1908.

1 chemise

1 chemise

VIII. AFFAIRES MILITAIRES ET GUERRES

A. SERVICE MILITAIRE

1. MILICE ET VOLONTAIRES

A. 1817-1923

314 - 348 Dossiers relatifs aux levées et classes de milice. 1872-1923.

314	1872.	2 pièces
315	1879.	1 chemise
316	1889.	1 chemise
317	1890.	1 chemise
318	1891.	1 chemise
319	1892.	1 chemise
320	1893.	1 chemise
321	1894.	1 chemise
322	1895.	1 chemise
323	1896.	1 chemise
324	1897.	1 chemise
325	1898.	1 chemise
326	1899.	1 chemise

		1 chemise
327	1900.	1 chemise
328	1901.	1 chemise
329	1902.	1 chemise
330	1903.	1 chemise
331	1904.	1 chemise
332	1905.	1 chemise
333	1906.	1 chemise
334	1907.	1 chemise
335	1908.	1 chemise
336	1909.	1 chemise
337	1911.	1 chemise
338	1912.	1 chemise
339	1913.	1 chemise
340	1914.	1 chemise
341	1915.	1 chemise
342	1916.	1 chemise

343	1917.	1 chemise
344	1918.	1 chemise
345	1919.	1 chemise
346	1920.	1 chemise
347	1921.	1 chemise
348	1923.	1 chemise
	349 - 351 Registres aux actes de publication des décisions prononçant des exemptions ou des exclusions qui ont été prises par les conseils de milice, la Commission provinciale, la Cour d'appel et le Conseil de révision. 1889-1909.	
349	1889.	1 cahier
350	1890-1899.	1 chemise
351	1900-1909.	1 chemise
	352 - 354 Listes des ajournés et des dispensés. 1899-1923.	
352	1899.	1 pièce
353	1911-1914.	1 chemise
354	1920, 1923.	2 pièces

---	355 Registres aux actes de publication des appels interjetés tendant à obtenir une exemption ou à faire prononcer l'exclusion. 1902-1909. 1902.	1 chemise
355	1903-1909.	1 chemise
356	Avis concernant les nouvelles dispositions de la loi du 30 août 1913 relatives à la rémunération en matière de milice et courrier émanant du commissaire d'arrondissement. 1913.	2 pièces
357	357 - 359 Registres d'inscription des personnes appelées pour les levées de milice. 1913-1923. 1913.	1 pièce
358	1920.	1 cahier
359	1923.	1 pièce
<i>B. 1924-1976</i>		
360	360 - 399 Dossiers relatifs aux levées et classes de milice. 1924-1969. 1924.	1 chemise
361	1925.	1 chemise
362	1926.	1 chemise
363	1927.	2 pièces
364	1928.	1 pièce
365	1929.	

		1 chemise
366	1935.	1 chemise
367	1936.	1 chemise
368	1937.	1 chemise
369	1938.	1 chemise
370	1939.	1 chemise
371	1940.	1 chemise
372	1941.	1 chemise
373	1942.	1 chemise
374	1942-1954.	1 liasse
375	1943.	1 chemise
376	1944.	1 chemise
377	1945.	1 chemise
378	1946.	1 chemise
379	1947.	1 chemise
380	1948.	1 chemise
381	1951.	1 chemise

382	1952.	1 chemise
383	1953.	1 chemise
384	1954.	1 chemise
385	1955.	1 chemise
386	1956.	1 chemise
387	1957.	1 chemise
388	1958.	1 chemise
389	1959.	1 chemise
390	1960.	1 chemise
391	1961.	1 chemise
392	1962.	1 chemise
393	1963.	1 chemise
394	1964.	1 chemise
395	1965.	1 chemise
396	1966.	1 chemise
397	1967.	1 chemise

-
- 398 1968. 1 chemise
- 399 1969. 1 chemise
- 400 Registre de demandes d'indemnités de milice. 1954-1956. 1 volume
- 401 Relevés des modifications survenues dans la situation des militaires en congé illimité, militaires en congé illimité affectés à la garde territoriale antiaérienne, militaires en congé sans solde, membres du personnel non permanent de la garde territoriale antiaérienne, puis relevés des modifications survenues dans la situation des membres des forces armées belges soumis au règlement pour les militaires en congé illimité. [1956]-1965. 2 cahiers
- 402 Dossier concernant les demandes de C. et A. Ma., de nationalité française, tendant à opter pour la nationalité belge et à effectuer leur service militaire en Belgique. 1962-1969. 1 chemise
- 403 Relevé des modifications survenues dans la situation des membres des forces armées belges, soumis au " règlement pour les militaires en congé illimité ". 1967. 1 pièce
- B. LA GUERRE ET SES CONSÉQUENCES*
- 404 Arrêté royal du 2 juillet 1921 fixant la part d'intervention de l'État dans les dépenses anormales occasionnées par la guerre ainsi que l'annuité qui sera versée de ce chef à la société du Crédit communal et courrier du commissaire d'arrondissement. 1921. 2 pièces
- 405 Courrier émanant du comte Victor d'Ansembourg sollicitant l'aide du personnel enseignant communal dans le but d'associer la jeunesse scolaire à l'œuvre patriotique et bienfaitante " Gerbe du Roi ". 4 décembre 1942. 1 pièce
- 406 Courrier émanant du Service des distinctions honorifiques et du protocole concernant l'inscription de la mention " Mort pour la Belgique " en marge de l'acte de décès de Léon Belche, décédé à Vinkt le 28 mai 1940 par suite de faits de guerre. 9 avril 1951. 1 pièce

IX. SANTÉ PUBLIQUE

A. LUTTE CONTRE LES MALADIES

- 407 Registre des enfants qui ont subi la vaccination. 1895-1948.
1 volume
- 408 Dossier concernant les campagnes de vaccination réalisées pour lutter contre la poliomyélite, la variole et la diphtérie. 1921-1966.
1 chemise
- 409 États nominatifs des habitants de la commune qui n'ont pas été vaccinés ou qui réclament la vaccination. 1934, 1937.
2 pièces
- 410 Relevé des enfants vaccinés gratuitement par le docteur Janssens, désigné en vertu du règlement provincial. 1948.
1 pièce

B. CONTRÔLE DES ÉTABLISSEMENTS DANGEREUX, INSALUBRES ET INCOMMODES

411 - 418 DOSSIERS CONSTITUÉS DANS LE CADRE DES DEMANDES INTRODUITES PAR DES PARTICULIERS ET DES SOCIÉTÉS TENDANT À OBTENIR L'AUTORISATION D'ÉTABLIR ET D'EXPLOITER DES ÉTABLISSEMENTS CONSIDÉRÉS COMME DANGEREUX, INSALUBRES OU INCOMMODES AINSI QUE DES ÉTABLISSEMENTS CLASSÉS. 1949-1972.

- 411 Économie Populaire de Ciney (I'), 1970-1971.
1 chemise
- 412 Giot (frères), 1949.
1 pièce
- 413 Guebs Fernand, 1972.
2 pièces
- 414 Léonard Émile, 1953.
1 chemise
- 415 Lorent Émile, 1957-1959.
1 chemise
- 416 Mernier Jean-Marie, 1970-1971.
1 chemise
- 417 Sternotte René, 1972.

1 chemise

418 Van Vooren Joseph, 1969-1971.

1 chemise

X. TRAVAUX PUBLICS, SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE,
AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET URBANISME

A. TRAVAUX AUX BÂTIMENTS, MONUMENTS ET INSTALLATIONS
IMMOBILIÈRES DIVERSES

1. GÉNÉRALITÉS

- 419 Notes émanant du conducteur du Service technique des travaux publics par lesquelles il informe le bourgmestre de la liste des travaux à effectuer aux bâtiments communaux. 1928, 1933.
1 chemise

2. BÂTIMENTS AFFECTÉS À L'ENSEIGNEMENT

- 420 Dossier relatif aux travaux de construction, d'agrandissement et de réparation des bâtiments d'école de la commune. 1865-1907.
1 chemise

- 421 Dossier relatif au projet d'installation du chauffage central dans les deux groupes scolaires de Saint-Pierre et de Flohimont. 1968-1970.
1 chemise

- 422 Dossier relatif à l'installation du chauffage central à l'école primaire communale de Saint-Pierre. 1972-1975.
1 chemise

3. BÂTIMENTS AFFECTÉS AUX SPORTS, DIVERTISSEMENTS,
ACTIVITÉS POUR LA JEUNESSE ET TOURISME

- 423 Dossier concernant la construction d'une salle communale devant servir d'église provisoire aux abords du presbytère. 1962-1963.
1 chemise

4. BÂTIMENTS AFFECTÉS AU CULTE

- 424 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal relatif à la démolition d'un vieux mur à proximité du presbytère et à sa reconstruction. 1870.
1 pièce

- 425 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal concernant les travaux de réparations à réaliser au presbytère. 1898.
1 pièce

- 426 Dossier relatif aux travaux de restauration de l'église de Saint-Pierre et du site qui l'entoure, c'est-à-dire du cimetière, des allées

et du mur d'enceinte, ainsi qu'aux travaux d'installation du chauffage central dans ladite église. 1949-1972.

1 liasse

427 Dossier dressé dans le cadre du projet de restauration du mur de clôture du cimetière de l'église Saint-Pierre-aux-Liens. 1964-1978.
1 chemise

428 Pièces relatives aux travaux de restauration de la tour, du clocher et des chéneaux ainsi que de réparation des toitures et des revêtements de la chapelle de Sberchamps. 1975.
1 chemise

B. TRAVAUX ET INSPECTION DE LA VOIRIE (Y COMPRIS LES PONTS, ETC.)

429 Dépêche émanant du greffier provincial et adressée au commissaire d'arrondissement ayant trait aux rectifications apportées à l'atlas des chemins vicinaux destiné à la commune de Libramont. 1904.
1 pièce

430 Détail estimatif et conditions concernant les travaux d'entretien ordinaire du chemin de grande communication n° 31 reliant Libramont à Remagne. 1932.
1 cahier

431 Plan représentant les excédents des chemins n° 70 et 55 à Lamouline sollicités en concession par René Michaux, fermier à Neufchâteau. 1937.
1 pièce

432 - 433 PIÈCES RELATIVES AUX TRAVAUX D'ENTRETIEN ORDINAIRE DE LA VOIRIE VICINALE. 1940, 1950.
1940.

432
1 pièce

433 1950.
1 chemise

434 Dossier relatif à l'amélioration et à la modernisation du chemin de grande communication n° 31 reliant Libramont à Remagne suite aux dommages occasionnés par faits de guerre. 1947-1951.
1 chemise

435 Dossier relatif au projet d'amélioration et de modernisation du chemin n° 8, 11 et 41 reliant Neufchâteau à Libramont par

-
- Lamouline et Saint-Pierre. 1948-1949. 1 chemise
- 436 Dossier relatif à l'établissement d'une signalisation routière sur le territoire communal. 1956-1957. 1 chemise
- 437 Dossier relatif à l'amélioration du chemin agricole n° 22 à Lamouline. 1956-1959. 1 chemise
- 438 Dossier relatif à l'amélioration du chemin de culture n° 29 dans la section de Lamouline. 1956-1961. 1 chemise
- 439 Dossier relatif à l'amélioration du chemin de culture dit " Chemin des Allemands ", dans la section de Presseux. 1957-1958. 1 chemise
- 440 Dossier relatif à la modernisation des chemins de culture n° 18 et 28 dans la section de Sberchamps. 1957-1959. 1 chemise
- 441 Dossier relatif aux travaux d'amélioration et de modernisation du chemin de grande communication n° 85 de Grandvoir à Neuvillers. 1959-1967. 1 chemise
- C. TRAVAUX CONCERNANT LES CONCESSIONS DE VOIRIE POUR LES SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE*
1. DISTRIBUTION D'EAU
- 442 Dossier relatif aux travaux réalisés sur le réseau de distribution d'eau dans les communes de Recogne et de Saint-Pierre. 1949-1958. 1 liasse
- 443 Dossier se rapportant à la demande introduite par Joseph Deumer, propriétaire d'une maison sise dans la section de Presseux et ayant appartenu à la Société Nationale des Chemins de fer belges (SNCB), par laquelle il tend à obtenir le raccordement de son immeuble à la distribution d'eau communale. 1956-1961. 1 chemise
2. DISTRIBUTION DE GAZ
- 444 Dossier relatif au projet d'installation de la canalisation de

transport de gaz naturel Wanze - Athus traversant le territoire communal. 1970-1971.

1 chemise

3. DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ

445 Plans et devis relatifs à l'établissement de travaux d'électrification dans la commune par la Compagnie luxembourgeoise d'électricité. 1934.

1 chemise

446 Dossier relatif à la transformation du réseau électrique et à la réparation des dommages de guerre. 1941-1945.

1 chemise

447 Dossier relatif à l'extension du réseau basse tension de Flohimont vers la construction de Lucien Marthus. 1971.

1 chemise

4. ÉCLAIRAGE PUBLIC

Consulter le n° 186 du présent inventaire.

5. MOYENS DE COMMUNICATION

448 Dossier relatif aux travaux effectués par la Régie des Télégraphes et Téléphones sur le territoire communal. 1972-1976.

1 liasse

D. AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

449 Pièces relatives à l'expropriation de parcelles par l'État pour les besoins de la Station de recherches pour l'amélioration de la culture de la pomme de terre. 1951-1954.

1 chemise

450 - 494 DOSSIERS DE DEMANDES DE PERMIS DE BÂTIR INTRODUITES PAR DES PARTICULIERS. 1953-1976.

450 Arnould Edmond, 1958-1959.

1 chemise

451 Belche Maurice, 1966.

1 chemise

452 Bonesire René, 1971-1972.

1 chemise

453	Carrières du Fond des Vaulx SA (les), 1971-1976.	1 chemise
454	Chisogne Marcel, 1974.	1 chemise
455	Constant Eudore, 1966.	2 pièces
456	Dasnoy Arthur, 1971.	1 chemise
457	Delogne Aimé, 1965.	1 chemise
458	Demande Jules, 1970.	1 chemise
459	Evrard Robert, 1974.	1 chemise
460	Evrard Roger, 1974.	1 chemise
461	Fourny André, 1970.	1 chemise
462	Gallet Pol, 1974.	1 chemise
463	Gérard François, 1970-1971.	1 chemise
464	Gérard Maurice, 1972-1973.	2 pièces
465	Giot Adelin, 1955-1961.	1 chemise
466	Godenir Daniel, 1974.	1 chemise
467	Gouverneur Jean-Pierre, 1973.	1 chemise
468	Gresse René, 1963.	1 chemise
469	Guillaume Nicolas, 1967-1974.	

		1 chemise
470	Houba Sylvain, 1972-1973.	1 chemise
471	Jerouville Paul, 1972.	1 chemise
472	Legros André, 1974.	1 chemise
473	Léonard Camille, 1953.	1 chemise
474	Lepère Léopold, 1959.	1 chemise
475	Lorent Émile, 1972-1973.	1 chemise
476	Louis Pol, 1972-1974.	1 chemise
477	Maissin Fernand, 1974.	1 chemise
478	Marthus Albert, 1972.	1 chemise
479	Marthus Lucien, 1969-1970.	1 chemise
480	Mernier Jean-Marie, 1971-1974.	1 chemise
481	Mouraux Guy, 1970-1973.	1 chemise
482	Mouraux Joseph, 1963.	1 chemise
483	Passenhove André, 1974-1975.	1 chemise
484	Pereaux Pol, 1972-1973.	1 chemise
485	Raty Pierre, 1970.	2 pièces

486	Rolus Michel, 1974.	1 chemise
487	Simon Maurice, 1970.	2 pièces
488	Sokay Jean, 1970.	1 chemise
489	Steffen Jean, 1968-1969.	1 chemise
490	Sulbout Jacques, 1973.	1 chemise
491	Touillaux Michel, 1974.	1 chemise
492	Toussaint Gérard, 1968.	1 chemise
493	Van Vreven Julia, 1969-1970.	2 pièces
494	Warlomont Édouard, 1970.	1 chemise
495	Tableaux contenant des renseignements statistiques concernant les bâtiments construits, transformés, détruits ou démolis. 1960-[1976].	1 chemise
496	Dossier relatif à la demande de permis de lotir introduite par Arthur Vanquin. 1972.	1 chemise
497	Plan dressé dans le cadre d'une demande d'obtention de permis de bâtir d'un garage-remise et d'un fenil. [deuxième moitié XXe siècle].	1 pièce

E. PROTECTION DES MONUMENTS ET DES SITES
Consulter le n° 426 du présent inventaire

XI. ENSEIGNEMENT

A. ORGANISATION

- 498 Courrier émanant de l'inspecteur cantonal informant le bourgmestre de la date de la rentrée des classes. 9 septembre 1945. 1 pièce

B. BÂTIMENTS

- 499 Courriers émanant d'un instituteur concernant le délabrement du logement mis à sa disposition dans l'exercice de sa fonction. 1893, 1896. 2 pièces

- 500 Pièces relatives à l'occupation des logements scolaires par des personnes étrangères aux ayants droit. 1926-1931. 1 chemise

C. ÉQUIPEMENT

- 501 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal sollicitant, auprès des autorités supérieures, l'autorisation d'acheter un poste de radio-scolaire pour l'école communale de Flohimont. 1951. 1 pièce

D. PERSONNEL

Consulter les n° 14 à 30 du présent inventaire.

E. FINANCES

- 502 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal justifiant sa décision de n'avoir pas prévu, au budget scolaire et pour l'exercice 1881, le crédit destiné à payer la personne qui donne l'enseignement religieux dans les écoles communales de Saint-Pierre et de Flohimont. 1881. 1 pièce

503 - 504 COMPTES JUSTIFICATIFS DE L'EMPLOI DES FONDS AFFECTÉS AU SERVICE ORDINAIRE DES ÉCOLES PRIMAIRES, DES ÉCOLES GARDIENNES ET DES ÉCOLES D'ADULTES. 1885-1899. 1885-1889.

- 503 1 chemise

-
- 504 1897-1899. 1 chemise
- 505 505 - 506 BUDGETS DES BESOINS ET DES RESSOURCES DU SERVICE ORDINAIRE DES ÉCOLES PRIMAIRES, DES ÉCOLES GARDIENNES ET DES ÉCOLES D'ADULTES. 1886-1899. 1886-1889. 1 chemise
- 506 1890-1899. 1 chemise
- 507 Dossier relatif aux subventions octroyées aux écoles. 1914-1976. 1 chemise
- 508 *F. OBLIGATION SCOLAIRE*
Avis aux chefs de famille émanant du Ministère de l'Instruction publique concernant l'obligation de scolariser les enfants nés entre le 1er janvier 1930 et le 31 décembre 1937. 1943. 1 pièce
- G. ACTIVITÉS PARASCOLAIRES*
Consulter le n° 405 du présent inventaire.
- 509 *H. AVANTAGES SOCIAUX*
Courrier émanant de l'inspecteur cantonal relatif à la somme globale dépensée par la commune pour assurer la gratuité des fournitures classiques pour l'année 1943-1944 aux élèves y ayant droit et note du bourgmestre. 1944. 1 pièce

XII. VIE ÉCONOMIQUE

A. AGRICULTURE ET SYLVICULTURE

- 510 Décision émanant du maire et des municipaux réunis en assemblée concernant le droit de parcours et de vaine pâture. 23 septembre 1801 (1er ventôse an X). 1 pièce
- Courrier émanant du commissaire d'arrondissement relatif à la statistique agricole et notes du bourgmestre. 1840.
- 569 Déclaration du garde champêtre relative aux dégâts occasionnés par les sangliers à un terrain planté de pommes de terre. 1943. 1 pièce
- 511 Tableaux présentant la composition de la Commission de recensement agricole en 1963 ainsi que les modifications qui y sont apportées en 1966. 1966. 1 pièce
- 512 - 513 RAPPORTS DE LA COMMISSION LOCALE POUR L'ESTIMATION DES DÉGÂTS CAUSÉS AUX RÉCOLTES. 1968-1969.
- 512 Intempéries prolongées, 1968. 1 chemise
- 513 Tempête de grêle, 1969. 1 chemise
- 514 Courrier émanant de l'ingénieur agronome de l'État relatif à la composition de la Commission de recensement agricole de la commune. 1969. 2 pièces
- 515 Courrier émanant du commissaire d'arrondissement dans lequel il demande au bourgmestre de lui faire rapport sur la constatation des dégâts agricoles dus aux évènements à caractère calamiteux et réponse. 1970. 2 pièces
- 516 Formulaire de demandes introduites par des agriculteurs résidant sur le territoire communal en vue d'obtenir l'aide au revenu agricole octroyée dans les régions défavorisées et courrier envoyé par le bourgmestre à l'Institut National de Statistique. 1974. 1 chemise

517	517 - 518 PROCÈS-VERBAUX DE CONSTAT DE DÉGÂTS AGRICOLES. 1974, 1976. Pluies continues, 1974.	1 chemise
518	Sécheresse, 1976.	1 chemise
<i>B. INDUSTRIE, ARTISANAT ET COMMERCE</i>		
519	519 - 523 DOSSIERS RELATIFS À LA DÉLIVRANCE D'ATTESTATIONS D'ACTIVITÉS. 1961-1970. Chartz Lucien, 1966-1969.	1 chemise
520	Forget Nicolas, 1961.	1 chemise
521	Giot Adelin et Lucien, 1963-1970.	1 chemise
522	Lambin Joseph, 1963-1969.	1 chemise
523	Lorent Émile, 1965.	1 chemise
524	<i>C. CIRCULATION</i> Dossier relatif à l'exploitation de la ligne d'autobus reliant Neufchâteau à Wellin. 1970-1972.	1 chemise
<i>D. APPROVISIONNEMENT</i>		
525	525 - 526 DOSSIERS RELATIFS AUX CONCESSIONS DE LA DISTRIBUTION D'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE DANS LA COMMUNE. 1926- 1946. Compagnie luxembourgeoise d'électricité, 1928-1934.	1 chemise
526	Établissements J. Lambert SA, 1926-1946.	1 chemise

XIII. AFFAIRES SOCIALES

527

Dossier relatif à la mise au travail des chômeurs. 1965-1971.

1 chemise

XIV. BUREAU DE BIENFAISANCE ET COMMISSION D'ASSISTANCE PUBLIQUE

A. BUREAU DE BIENFAISANCE

1. PATRIMOINE

- 528 Inventaire des titres et créances du Bureau de Bienfaisance qui sont en la possession de Jean-Henri Bossicart, de Lamouline, receveur dudit Bureau. 1825. 1 pièce

B. COMMISSION D'ASSISTANCE PUBLIQUE

1. FINANCES

- 529 Comptes. 1931, 1934. 2 pièces

530 - 533 BUDGETS. 1932-1975.
1932-1934.

- 530 1932-1934. 1 chemise

- 531 1941-1948. 1 chemise

- 532 1952, 1954. 2 cahiers

- 533 1975. 1 cahier

2. EXÉCUTION DES TÂCHES

- 534 Courriers émanant de la Commission d'assistance publique de Woluwe-Saint-Lambert sollicitant la restitution des secours alloués à un indigent. 1956. 2 pièces

XV. FABRIQUE D'ÉGLISE DE LA PAROISSE DE
SAINT-PIERRE-AUX-LIENS ET CHAPELLE DE SBERCHAMPS

A. GÉNÉRALITÉS

- 535 Extraits du registre aux délibérations du Conseil de Fabrique d'église de Saint-Pierre. 1911-1972. 1 chemise

B. PERSONNEL

- 536 Copie d'un courrier émanant de la Députation des États, adressé au sous-intendant de Neufchâteau, ayant trait à la délibération du Conseil municipal de Saint-Pierre sur l'octroi d'un salaire au desservant d'une commune voisine pour venir rendre le service de son ministère aux habitants de Saint-Pierre, en défaut de curé. 1821. 1 pièce

- 537 Procès-verbaux du Conseil de Fabrique et du Bureau des marguilliers de Saint-Pierre relatifs au renouvellement de la petite moitié du Conseil de Fabrique. 1906. 1 pièce

C. PATRIMOINE

- 538 Acte notarié se rapportant à une donation entre vifs effectuée par les époux Lemasson et Nicolas Amaury en faveur de la Fabrique d'église de Saint-Pierre. 1867. 1 cahier

- 539 Courrier émanant du commissaire d'arrondissement relatif à la donation faite par M. Hector à la Fabrique d'église de Saint-Pierre. 1887. 1 pièce

- 540 Courrier émanant des responsables du Conseil de la Fabrique d'église de Saint-Pierre portant à la connaissance du bourgmestre la décision prise de construire une sacristie et de restaurer l'église. [XXe siècle]. 1 pièce

D. FINANCES

- 541 Courrier adressé par le bourgmestre au commissaire de District concernant l'état des revenus de la Fabrique d'église de Saint-Pierre et le compte du trésorier contenant sa gestion des années 1829 à 1831. 1832.

1 pièce

542 - 554 COMPTES DE LA FABRIQUE D'ÉGLISE DE SAINT-PIERRE.
1853-1975.
1853-1859.

542

1 chemise

543

1861-1869.

1 chemise

544

1870-1879.

1 chemise

545

1880-1889.

1 chemise

546

1890-1899.

1 chemise

547

1900-1909.

1 chemise

548

1910-1919.

1 chemise

549

1920-1929.

1 chemise

550

1930-1934.

1 chemise

551

1946-1949.

1 chemise

552

1950-1954.

1 chemise

553

1961-1969.

1 chemise

554

1970-1975.

1 chemise

555

Compte de la chapelle de Sberchamps depuis le 3 juin 1855 au 1er
janvier 1867. 1867.

1 pièce

556 - 565 BUDGETS DE LA FABRIQUE D'ÉGLISE DE SAINT-PIERRE.		
556	1871-1975. 1871-1879.	1 chemise
557	1880-1889.	1 chemise
558	1890-1899.	1 chemise
559	1900-1909.	1 chemise
560	1910-1919.	1 chemise
561	1920-1929.	1 chemise
562	1930-1939.	1 chemise
563	1940-1946.	1 chemise
564	1952-1957.	1 cahier
565	1973-1975.	1 chemise
566	Courrier émanant du secrétaire de la Fabrique d'église de Saint-Pierre concernant le compte de l'exercice 1904 et le budget de l'exercice 1906. 1905.	1 pièce